

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 05/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **METROPOLE DE LYON - Unité de Traitement et de Valorisation Energétique des déchets Lyon Sud - UTVE**

Direction Générale DTEE - Direction Déchets - UTVE Lyon sud  
20 rue du Lac  
69003 Lyon

Références : UDR-SSDAS-25-304-LL  
Code AIOT : 0006104223

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement METROPOLE DE LYON - Unité de Traitement et de Valorisation Energétique des déchets Lyon Sud - UTVE implanté 7 RUE DE DOLE 69007 Lyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METROPOLE DE LYON - Unité de Traitement et de Valorisation Energétique des déchets Lyon Sud - UTVE
- 7 RUE DE DOLE 69007 Lyon
- Code AIOT : 0006104223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine d'incinération actuelle de Lyon-sud, ou Unité de Traitement et de Valorisation Énergétique de Lyon-Sud (UTVE), a été mise en service en 1989. La fosse de réception des ordures ménagères d'un volume d'environ 5300m<sup>3</sup> sert à alimenter 3 lignes d'incinération identiques et indépendantes. Chaque four d'incinération a une capacité de 12t/h et l'usine est autorisée à incinérer jusqu'à 270 000 t de déchets par an. Elle en a incinéré 237 kt en 2011, 256 kt en 2021, 246 kt en 2023 dont environ 39 500 t sont des déchets non ménagers. En 2024, une avarie sur la L3 ramène le tonnage total incinéré à 219 kt. Le gisement de déchets accuse une diminution pluri annuelle autour de - 2% et un effet encore modéré de la collecte des boîtes à compost sur la baisse du gisement incinéré (12 000 t / an estimé en 2025, à rapporter au bassin versant des 2 usines de la Métropole, soit plus de 400 000 t /an).

Le schéma directeur des déchets du Grand Lyon, actualisé en juin 2022, prévoyait pour 2030 de reconstruire l'usine à une capacité de 250 000 t/ an. En octobre 2024, l'exécutif de la Métropole prévoit la construction d'une nouvelle usine sur une parcelle attenante au sein du port Edouard Herriot sous amodiation de la CNR. Cette nouvelle unité serait équipée de 2 fours (au lieu de 3 aujourd'hui), avec un traitement à sec des fumées (au lieu d'humide aujourd'hui). Courant 2025, la métropole a décidé que le mode de gestion resterait sous sa maîtrise directe, en régie.

Compte tenu de l'investissement supérieur à 250 M€, une large concertation publique est prévue au second semestre 2026. Une fois cette consultation menée, le projet de nouvelle usine fera l'objet d'un appel d'offre de construction-réalisation, lancé début 2027, avec une mise en service prévue pour 2033. La demande d'autorisation d'exploiter une nouvelle usine serait présentée début 2028 sur la base des réponses obtenues et du / des choix techniques retenus.

Compte tenu d'une part de la baisse de gisement attendue par habitant, grâce au tri à la source des déchets, et d'autre part de la forte demande d'énergie du réseau de chaleur, le Grand Lyon étudie des solutions techniques pour accueillir par voie fluviale des tonnages de déchets ultimes de 4 collectivités extérieures (Vienne-Condrieu aggro, Sitom Sud Rhône, CCVM, CCML). Celles-ci seraient associées au financement et à la gouvernance du projet.

L'unité actuelle, exploitée en régie, sera utilisée jusqu'au démarrage de la nouvelle usine, qui serait directement connectable au réseau de chaleur et au quai fluvial des mâchefers. Les investissements de gros entretien-maintenance incluent la période d'exploitation au-delà de 2030.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la présente visite, il a été constaté la présence de mâchefers sur la couverture de la péniche ANDRIES, qui sert au transport des mâchefers. L'éventualité du déversement de mâchefers dans la darse est quasi-certain dans ce cas de figure. Sur demande de l'Inspection, une fiche incident a été établie. Elle indique un défaut de communication survenue le lundi 20/10 à 7h05 entre le chef de quart et le matelot présent sur la péniche. Le convoyeur extérieur des mâchefers peut desservir différentes zones de la péniche et en l'occurrence, la zone visée était erronée. D'après la fiche incident reçue le 24/10, aucun mâchefer n'a été déversé dans la darse car le convoyeur a été stoppé en urgence. Par contre le mâchefer frais a collé sur le toit de la péniche et a nécessité des moyens importants pour le retirer. Le précédent incident lié au chargement en péniche des mâchefers, tracé et porté à la connaissance de l'inspection, date du 28/07/2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Etalonnage QUAL2 et AST - cas de la ligne 3	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 2.6.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Suivi des chantiers d'utilisation de mâchefers en technique routière	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 8.1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification avant admission de déchets non ménagers	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 7 bis	Sans objet
3	Modalités OTNOC si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 3.3.1	Sans objet
4	Indisponibilité des dispositifs de mesure - cas de la ligne 1	Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 8.1.3.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'unité d'incinération de Lyon sud est entrée dans une phase de prolongation de sa durée de service, puisque initialement prévue pour une durée de 30 ans (1989 à 2019). Dans la période restante, 2026 à 2032, il s'agit pour l'exploitant de garantir un fonctionnement normal de l'usine tout en respectant les impératifs de sécurité et de normes d'émission. Suite aux incidents de coupure d'alimentation électrique de l'usine de juin-juillet et septembre 2025, la sécurisation de l'alimentation électrique en entrée de site doit être renforcée ainsi que l'ilotage en cas de coupure (délai de 3 mois pour le plan d'action).

S'agissant de la valorisation des 40 000 t / an de mâchefers produits, un contrôle renforcé des chantiers d'utilisation de mâchefers doit être produit sous 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Vérification avant admission de déchets non ménagers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 7 bis
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b>  Admission des déchets. - Avant toute admission de déchets concernés par les dispositions de l'article R. 541-48-4 du code de l'environnement dans une installation d'incinération effectuant une élimination de déchets, le producteur ou le détenteur des déchets transmet à l'exploitant les documents prévus à l'article R. 541-48-4 permettant de justifier du respect des obligations de tri du producteur des déchets.
<b>Constats :</b>  Du fait de sa forte production d'énergie, avec une performance énergétique de 85 % en 2022 et de 97 % en 2024, l'usine de Lyon Sud est considérée comme une unité de valorisation énergétique et non comme une installation d'incinération effectuant une élimination de déchets, le seuil étant à 65%. Ainsi, elle n'est pas soumise à l'article 7 bis sus mentionné. Toutefois, les conventions d'apport signés avec chaque producteur non ménager comportent des clauses limitant le type de déchet incinéré tant en nature qu'en quantité. L'utilisation des images vidéo lors du déchargement des camions (loi AGECE) permet à l'exploitant d'appliquer des pénalités en cas de présence de cartons ou de plastiques valorisables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan d'action (6)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art 56« Utilités. [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »
<b>Constats :</b>  Lors de la canicule de juin-juillet 2025, le site a subi 5 coupures sur son alimentation générale en 20 KV. Suite à cet épisode, le site a fonctionné 3 jours en ilotage total, afin de reprendre sa mission de service public de traitement des déchets tout en respectant les contraintes de traitement des fumées.

Indépendamment de ces incidents, fin juillet, un nouveau poste de transformation HT a été installé au droit des bureaux, dans un local dédié en extérieur. Il comporte une ligne d'information et d'échange directe avec ENEDIS, qui faisait défaut antérieurement. La mise en place de la ligne IP de Téléaction permise par cette ligne est supposée résoudre ces dysfonctionnements, en particulier les creux de tension.

Cependant, en date du 05/09/2025, l'usine a subi deux déclenchements généraux, à 10h00 et à 12h00, suite à de nouveaux incidents électriques sur le réseau ENEDIS, cette fois sans lien avec un épisode caniculaire. Selon l'exploitant, tout le quartier de Gerland a été impacté. La turbine de 9 MW n'ayant pas réussi à s'iloter les 2 fois, l'absence d'électricité a placé les lignes en arrêt immédiat de sécurité avec ouverture des clapets électrofiltre pour l'évacuation des fumées résiduelles de combustion, les 3 ventilateurs (les 2 de tirage et celui de combustion) étant à l'arrêt de fait. Des fumées s'échappant directement du toit de l'usine ont été signalées à l'Inspection.

Fin 2025, rentre en service un nouveau GTA (groupe turbo alternateur) d'une capacité variant entre 4 et 5 MW, complétant le GTA 1 de 9 MW. Ce nouveau GTA remplace le précédent qui avait une capacité de 2,7 MW. Il pourrait permettre d'assurer un ilotage plus « flexible » et de maintenir le traitement de fumée en cas de coupure extérieure.

En amont électrique de l'usine, le réseau souterrain ENEDIS semble subir des dysfonctionnements internes possiblement liés à son vieillissement et à la difficulté d'identifier les zones de surchauffe et de remplacer suffisamment vite les éléments endommagés.

Les perturbations électriques de l'usine d'incinération de Lyon-Sud ne sont pas acceptables au regard :

- des obligations réglementaires (ICPE, code de l'énergie, normes électriques).
- de l'intérêt général car le traitement des déchets, avec traitement des fumées, relève d'une mission de service public.

L'exploitant et Enedis doivent agir de concert :

- l'exploitant doit renforcer la résilience de ses installations (ilotage, groupe électrogène, conformité IEC)
- Enedis doit garantir la fiabilité du réseau HTA.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois, en lien avec ENEDIS, l'exploitant présente un plan d'action «Stabilité de la livraison 20 Kv HT et ilotage Usine », abordant notamment le cas de l'instabilité de la livraison HT en cas de canicule impactant le réseau ENEDIS en amont du poste HT, de façon à maintenir le traitement des fumées et le fonctionnement de l'usine en cas de coupure ou de micro-coupure de son alimentation générale en 20 Kva.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Modalités OTNOC si coupure d'électricité (3.c)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/arrêt planifiées.
<b>Constats :</b>  La coupure totale d'alimentation électrique engendre l'arrêt d'urgence des 3 lignes et du traitement de fumée. Ces périodes d'arrêt sont en dehors des OTNOC. Les heures de redémarrage (1 h par ligne) sont bien comptabilisées en OTNOC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Indisponibilité des dispositifs de mesure - cas de la ligne 1**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 8.1.3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  a) Dispositifs de mesure en semi-continu Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. b) Dispositifs de mesure en continu Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
<b>Constats :</b>  Les données d'indisponibilité de mesure en discontinu sont inférieures à 5%. Les données d'indisponibilité de mesure en continu distinguent le cas des poussières ; des analyses multigaz et du mercure. De janvier à septembre 2025, les indisponibilités sont les suivantes : - Poussières : 30 mn L1, 2h30 L2, 2h30 L3. Deux analyseurs par ligne (redondance directe) - Multigaz : zéro L1, 3h L2, 8 h L3. Un analyseur par ligne, plus un analyseur séparé/redondant pour l'une ou l'autre des 3 lignes. Le mercure est à 17h30 pour les 3 lignes (pour un compteur au plus de 500 h / an) Le suivi de la température interne des fours (T2S) est le plus redondant : 3 sondes par four, remplacement de sonde au prochain arrêt.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etalonnage QUAL2 et AST - cas de la ligne 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 2.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14 181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b>  Les analyseurs des 3 lignes ont fait l'objet d'un étalonnage QUAL2 fin janvier 2024. En 2025, l'essai annuel dit AST, nécessaire pour un éventuel recalage, a été reporté de mois en mois du fait d'un litige commercial entre l'exploitant et son fournisseur. Les rapports des mois de juillet et d'août 2025 ne sont pas validés. L'essai annuel AST 2025 est prévu la semaine du 20 novembre 2025 et suivante. Il doit permettre de rétablir durablement le suivi multigaz
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  D'ici fin décembre 2025, l'exploitant transmet le rapport de recalage AST et les rapports mensuels 2025 définitifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Suivi des chantiers d'utilisation de mâchefers en technique routière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/04/2024, article 8.1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, chantiers de valorisation de mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mâchefers font l'objet de contrôles et de la caractérisation dont les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. Les mâchefers doivent, lorsque leurs caractéristiques le permettent, faire l'objet d'une valorisation en travaux routiers ou assimilés dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être



éliminés dans des installations dûment autorisées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Constats :**

La totalité des mâchefers sortant de l'usine Lyon sud, soit 40 kt / an, rejoignent le site de EISER-SUEZ à Loire sur Rhône, essentiellement par voie fluviale. Les analyses fournies par l'exploitant dans son rapport mensuel concernent la qualité des mâchefers en sortie d'usine.

Sur la plate-forme de mâchefers de Loire sur Rhône, les mâchefers font l'objet de criblage et d'entreposage ayant comme objectif la maturation par lot, avant valorisation en technique routière ou plate-forme recouverte. La plupart des chantiers concernent des projets d'aménagement de plate-forme associée ou non à un nouveau bâtiment, dont certains en zone agricole. **L'Inspection rappelle que l'exploitant (la Métropole de Lyon) reste responsable en dernier ressort du mâchefer épandu et recouvert.**

Lors de la présente inspection, l'examen d'un cas de valorisation en Isère, en zone agricole, révèle des fragilités dans le rétro-contrôle fait par EISER mais aussi par le Grand Lyon :

1) Quantités sous-estimées : le prestataire prévoit initialement 1000 m<sup>2</sup> pour recevoir 2500 t de mâchefers. Dans un second temps, il passe à 2500 m<sup>2</sup> et 3500 t. Ces documents sont non datés.  
2) Les apports réels cumulés sont de 8066 t entre octobre 2024 et juillet 2025 soit plus de 3 fois la quantité initiale.

3) Ce 28 octobre 2025, pas d'indication de couverture finale du chantier. Donc a minima durant les 10 mois d'apports et probablement jusque ce jour 12 mois après, le mâchefer reçoit les eaux de pluie.

Cela est contraire aux prescriptions de l'arrêté ministériel sus-visé et son annexe point 5 :

« La mise en œuvre de matériaux routiers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles et souterraines. A ce titre, la quantité de matériaux routiers stockée temporairement dans l'emprise d'un chantier routier donné doit être limitée aux seuls besoins permettant de s'affranchir de l'irrégularité des approvisionnements du chantier, sans que jamais cette quantité n'excède 1 000 m<sup>3</sup>. »

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Dans un délai de 3 mois, l'exploitant présente sa procédure interne de contrôle, demandant à son prestataire d'inclure :**

- la vérification de la compatibilité du projet et du permis de construire avec le PLU,
- la preuve de couverture finale effectuée à chaque tranche de 1000 m<sup>3</sup> livrés.

**Ces dispositions s'appliquent à tous les nouveaux chantiers.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois